La CEB vue par les ambassadeurs **p04**
Tribune du Commissaire Schmit **p06**
Entretien avec le Commissaire Várhelyi **p08**

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Info

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE #3 2021



Coup de projecteur sur ...

L'UE et la CEB : un partenariat pour la croissance inclusive

Eco-Razeni *remporte le Prix CEB pour la cohésion sociale*
p24

Chère lectrice, cher lecteur



Les partenariats stratégiques sont d'une importance vitale pour la CEB, notamment parce qu'unir nos forces avec d'autres nous permet de maximiser les bénéfices de notre action en faveur du développement social à travers l'Europe.

Ce numéro de CEB Info met en lumière la coopération avec nos partenaires européens, en particulier l'Union européenne, dans des domaines sociaux tels que la santé, le logement, l'éducation et l'emploi, qui ont tous vu leur importance renouvelée depuis la crise du COVID-19, car ils sont une composante essentielle des efforts concertés pour mieux reconstruire.

Deux contributions de Commissaires européens sont à l'affiche de ce numéro et nous éclairent sur l'actualité des domaines mentionnés précédemment : il s'agit de la tribune de M. Schmit, Commissaire à l'emploi et aux droits sociaux, et d'une interview de M. Várhelyi, Commissaire au voisinage et à l'élargissement.

Vous trouverez également des exemples concrets des partenariats fructueux noués par la CEB. Ainsi, vous pourrez vous informer sur le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF), grâce auquel nous améliorons les conditions de vie dans la région et luttons contre le phénomène de "fuite des cerveaux" ; sur le Programme régional de logement (RHP), qui continue à fournir des solutions de logement aux personnes déplacées dans les Balkans occidentaux tout en favorisant la réconciliation par la coopération ; ainsi que sur de nombreuses initiatives au niveau de l'Union européenne, la plus récente étant le projet HERO ("Housing and Empowerment of Roma"), qui vise à faciliter l'accès au logement et à l'emploi pour les familles roms vulnérables, en collaboration avec la Commission européenne.

Dans le domaine de la santé, nous poursuivons le projet d'hôpital à Kilis, en Turquie, dans le cadre de la Facilité européenne pour les réfugiés en Turquie (FRiT), tandis que nous avons également ouvert un bureau de projet dans la capitale Ankara afin de superviser plus efficacement nos activités de soutien aux infrastructures et services de santé dans le pays.

Bonne lecture !



Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB

La CEB vue par les ambassadeurs
Six ambassadeurs, membres du Conseil de direction de la CEB, soulignent les avantages de l'adhésion à la Banque. **p04-05**

Changer la donne pour les droits sociaux
Le Commissaire européen, Nicolas Schmit, évoque l'Europe sociale après le Sommet de Porto. **p06-07**

Une vision partagée de la croissance et de la relance
Le Commissaire européen, Olivér Várhelyi, sur le soutien de l'UE aux Balkans occidentaux et la coopération avec la CEB. **p08-11**

Des lendemains plus radieux dans les Balkans
Comment le WBIF, avec le soutien de la CEB, transforme les résultats scolaires en Macédoine du Nord. **p12-14**

22 pays, une priorité
Le Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible de la CEB, Tomáš Boček, évoque son rôle et les réalisations de la Banque. **p15**

Améliorer les soins de santé pour les réfugiés
Comment la CEB joue un rôle clé dans la création de nouveaux services de santé à Kilis, en Turquie. **p16-19**

Bâtir des logements. Reconstruire des vies
Retour sur les réalisations du RHP au cours de l'année dernière et à ce jour. **p20-22**

La santé dans un monde post-pandémie
Une revue du webinaire organisé par le CEB sur la santé et le changement climatique. **p23**

Le Prix CEB 2021 est décerné à Eco-Razeni
Une entreprise sociale moldave, pionnière dans le domaine de la restauration, remporte le Prix CEB pour la cohésion sociale. **p24-25**

Avoir un impact positif
Un aperçu du dernier rapport de la Banque sur les obligations d'inclusion sociale. **p26-27**

Actualités et publications
Actualités et rapports annuels publiés par la CEB. **p28-29**

L'infographie
Derniers prêts approuvés par la CEB. **p30-31**



Bâtir des logements. Reconstruire des vies

Pages 20-22



Info est un magazine de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), réalisé avec l'aide de Blackwood : weareblackwood.com

CEB

Rédacteur en chef : Jelica Vesic
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Letizia Bertrand; Isabelle Brun; Katherine Delikoura; Konstantin Doulamis; Tony Fernández Arias; Jacques Mirante-Péré; Lana Paukovic; Anne Schifflers; Elif Timur; Arnaud Violette
Présidente : Rosa María Sánchez-Yebra Alonso
e-mail : info@coebank.org

ISSN : 2707-0778 (Online) 2707-076X (Print)

Blackwood

Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédit photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.
Imprimé sur du papier FSC.

POUR EN SAVOIR PLUS **https://coebank.org**

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00
Fax: +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 42 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissement financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son statut.

La CEB vue par les ambassadeurs

Pour célébrer le 65ème anniversaire de la CEB, nous avons demandé à des membres du Conseil de direction de la Banque, qui sont également ambassadeurs et représentants de leurs pays respectifs auprès du Conseil de l'Europe, de nous faire part de leurs réflexions sur les avantages de l'adhésion à la CEB, sur la manière dont la Banque a soutenu leurs pays, et de suggérer des domaines sur lesquels la Banque pourrait se concentrer à l'avenir. L'intégralité des entretiens est disponible en ligne.

«

Pour un petit pays comme Andorre, il n'est pas toujours facile d'obtenir des aides financières ou des prêts sur les marchés internationaux. Ainsi, la possibilité d'obtenir des prêts à un taux d'intérêt très bas et sur une durée très longue auprès de la CEB était très attrayante. Nous n'avons rejoint la Banque que fin mai 2020, et pourtant Andorre dispose déjà d'un prêt spécifique qu'elle a utilisé pour financer les conséquences immédiates de l'urgence sanitaire liée au COVID-19, et nous travaillons actuellement sur un nouveau projet. »

Joan Forner Rovira, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant permanent de la Principauté d'Andorre auprès du Conseil de l'Europe.





«

La CEB a accordé des financements à l'Albanie pour soutenir des investissements dans le logement social, la santé, la revitalisation rurale et urbaine et le tourisme durable, qui ont un impact réel dans ces domaines. Après le tremblement de terre dévastateur de novembre 2019, la Banque a été l'une des premières institutions financières à se rendre en Albanie et le don accordé par la CEB a été utilisé pour revoir la conception de nombreuses écoles et jardins d'enfants endommagés. »

Albana Dautllari, Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire, Représentante permanente de l'Albanie auprès du Conseil de l'Europe, Vice-présidente du Conseil de direction de la Banque.



« La Serbie est l'un des pays du groupe cible de la CEB, et la coopération solide avec la Banque permet la mise en œuvre de projets importants dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la protection de l'environnement et de l'efficacité énergétique. Les investissements en cours de la Banque s'élèvent à près d'un milliard d'euros. Il est crucial que la CEB se concentre sur les conséquences du changement climatique et intensifie ses efforts pour s'assurer que les projets renforcent l'égalité de genre et l'intégration à long terme des groupes vulnérables. »

Aleksandra Đurović, Ambassadrice Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentante Permanente de la Serbie auprès du Conseil de l'Europe.

« La Banque a joué un rôle important dans la transformation et la modernisation de l'économie polonaise. L'engagement de la CEB cible des domaines ambitieux, notamment la rénovation urbaine et la prévention des inondations, et contribue à fournir des résultats tangibles aux citoyens et aux entreprises, notamment en soutenant notre secteur vital des TPE/PME. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer à bénéficier des opérations de prêt de la CEB. »



Jerzy Baurski, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent de la Pologne auprès du Conseil de l'Europe.

« L'Espagne bénéficie du levier financier de la Banque pour promouvoir les valeurs sociales, renforcer la cohésion sociale, et contribuer ce faisant à la construction d'une Europe plus sociale.



En Espagne, le travail indépendant et les TPE-PME sont le principal gisement d'emplois : à cet égard, une série de microcrédits soutenus par la CEB en faveur des familles et des entreprises vulnérables avec l'aide de la Nuevo Microbank a été une grande réussite. »

Manuel Montobbio, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Espagne auprès du Conseil de l'Europe.

« L'Italie est l'un des huit membres fondateurs de la CEB et l'un de ses trois plus grands contributeurs. Depuis 2016, elle est redevenue un bénéficiaire important avec 14 projets approuvés, pour un montant de plus de 2 milliards d'euros. De nombreux projets importants ont été financés grâce à la Banque. Le financement de la CEB pour notre secteur de la santé et pour réduire l'impact du Covid-19 a apporté un soutien précieux aux organisations en première ligne dans la réponse à la pandémie. »



Michele Giacomelli, Ambassadeur, Représentant permanent de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe.

Lire l'article complet

Pour consulter l'intégralité des entretiens avec les ambassadeurs, rendez-vous sur https://coebank.org/en/about/65-years/interviews-ambassadors

Changer la donne pour les droits sociaux

Le Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, Nicolas Schmit, évoque les nombreux résultats du Sommet social de Porto.

Le Sommet social de Porto, qui s'est tenu en mai, a changé la donne pour les droits sociaux. La dimension sociale est désormais plus ancrée que jamais au sein des politiques européennes. Nous avons un plan d'action, des objectifs et des engagements politiques clairs : c'est très concret.

Cela a été possible grâce au soutien de la présidence portugaise, qui a placé les droits sociaux au cœur de son agenda pour l'Europe. Y figurent un nouvel élan pour l'accès à un logement abordable et de qualité dans l'Union européenne et une nouvelle Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme.

L'Europe a réagi de manière solidaire à l'impact économique et social de la pandémie de COVID-19. Les États membres ont réussi à limiter ses conséquences sur l'emploi et la société. Tous sont actuellement en passe d'atteindre leur niveau de production trimestrielle d'avant la crise d'ici 2022.

Préserver l'emploi et les revenus

Les dispositifs de chômage partiel ont soutenu jusqu'à 32 millions d'emplois européens. Les financements de l'Union européenne (UE), au titre de l'instrument SURE et de l'initiative d'investissement en réaction au coronavirus (CRII), ont été fondamentaux. Plus de 90 milliards d'euros de prêts SURE ont été accordés à 19 États membres, préservant ainsi les emplois et les revenus de 25 à 30 millions de personnes.

La pandémie de COVID-19 a également accéléré l'impact des transitions verte et numérique sur nos marchés du travail. Alors que notre société et notre économie connaissent de grands changements, nos citoyens continuent d'attendre, à juste titre, des emplois de qualité qui leur permettent de vivre décemment et une protection sociale dans les moments difficiles. Nos jeunes ne devraient pas être contraints d'accepter des emplois aux conditions précaires par pur désespoir. Nous devons nous assurer que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour permettre à nos jeunes de s'épanouir, afin qu'ils aient des perspectives d'avenir.

Les réformes et les investissements sociaux doivent façonner la relance et la transition vers une économie plus verte et numérique. L'instrument de relance NextGenerationEU et le nouveau cadre financier pluriannuel fourniront ensemble une puissance de feu financière de 1 800 milliards d'euros en 2021-2027, soit le montant le plus important jamais financé par le budget européen.



Créer trois grands objectifs au niveau de l'UE

Pour orienter les efforts conjoints à tous les niveaux, la Commission a fixé trois nouveaux grands objectifs au niveau de l'UE dans le domaine de l'emploi, des compétences et de l'inclusion sociale dans le Plan d'action sur le socle européen des droits sociaux :

- au moins 78 % de la population âgée de 20 à 64 ans devrait avoir un emploi d'ici à 2030 ;
- au moins 60 % de tous les adultes devraient participer à une formation chaque année ;
- et le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait être réduit d'au moins 15 millions d'ici à 2030, dont au moins 5 millions d'enfants.

Ces objectifs au niveau de l'Union européenne ont été approuvés par les États membres lors du Sommet social de Porto, et la Commission travaille actuellement avec les États membres pour fixer les objectifs nationaux correspondants.

Le Plan d'action concrétise les principes du Socle européen des droits sociaux. Il



L'instrument de relance
NextGenerationEU
et le nouveau cadre financier pluriannuel fourniront ensemble une puissance de feu financière de
1 800 milliards d'euros
en 2021-2027, soit le montant le plus important jamais financé par le budget européen.

fournit la feuille de route sur la manière de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, des compétences et de l'égalité, ainsi que de la protection et de l'inclusion sociales, et présente un certain nombre d'initiatives.

Réduire la pauvreté

En octobre 2020, la Commission a proposé une directive sur les salaires minimums adéquats, qui progresse bien avec le Parlement et le Conseil. Le 14 juin, les États membres de l'UE ont adopté la nouvelle Garantie européenne pour l'enfance en un temps record. La Garantie pour l'enfance stipule que les États membres doivent donner aux enfants dans le besoin un accès gratuit aux soins de la petite enfance, à l'éducation, à des repas sains, aux soins médicaux et à un logement décent. L'année prochaine, la Commission présentera une proposition sur le revenu minimum.

En outre, la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe (Green Deal) doit contribuer à atténuer la pauvreté énergétique et à améliorer la qualité des logements, en particulier pour les ménages à revenus moyens et faibles.

Nicolas Schmit

Nationalité luxembourgeoise

- 2019-aujourd'hui, Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux
- 2019, Membre du Parlement européen
- 2013-2018, Ministre du travail, de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire
- 2009-2013, Ministre du travail, de l'emploi et de l'immigration
- 2004-2009, Ministre délégué aux affaires étrangères et à l'immigration
- 1998-2004, Ambassadeur, représentant permanent du Luxembourg auprès de l'UE
- 1991-2004, Membre du Conseil d'État

L'initiative de la Commission en faveur du logement abordable pilotera 100 quartiers phares pour la rénovation.

Lutter contre le sans-abrisme

La Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme, lancée le 21 juin, aidera les États membres, les villes et les prestataires de services à partager les meilleures pratiques et à identifier des approches efficaces et innovantes. Nous estimons qu'environ 700 000 personnes dorment dans la rue en Europe chaque nuit. Nous devons agir maintenant. La Plateforme pourrait également faciliter l'accès des organismes de logement social aux financements européens, par le biais d'initiatives inspirées de l'Alliance européenne pour un logement social durable et inclusif.

Par ailleurs, en vue de promouvoir l'utilisation du programme InvestEU dans le domaine du logement, la Commission européenne et la Banque de Développement du Conseil de l'Europe mettent en œuvre ensemble un projet intitulé "Logement et autonomisation des Roms" (HERO), qui favorisera l'accès au logement et à l'emploi des familles roms vulnérables en Bulgarie, en Roumanie et en Slovaquie.

Toutes ces initiatives au niveau de l'Union européenne contribuent à reconstruire en mieux après la crise, dans le sens d'une Europe forte, inclusive et protectrice. Concentrons maintenant nos efforts communs pour obtenir des résultats tangibles !

Une vision partagée de la croissance et de la relance



Info s'entretient avec Olivér Várhelyi, Commissaire européen au voisinage et à l'élargissement, sur la manière dont la Commission européenne soutient les Balkans occidentaux et coopère avec la CEB.

Info : Au début de votre mandat, vous avez engagé des travaux dans trois domaines : la mise à jour de la méthodologie en matière d'élargissement, l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord, et le Plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux (PEI). Quel est leur avancement ?

OV : Nous avons commencé le mandat de cette Commission avec un objectif clair : accélérer le processus d'élargissement. La révision de la méthodologie en matière d'élargissement a été le premier pas dans cette direction. Elle a répondu aux réserves de certains États membres qui estimaient que le processus ne permettait pas de réaliser la profonde transformation sociétale nécessaire à l'adhésion à l'Union européenne (UE). Notre nouvelle approche vise à renforcer la crédibilité, la prévisibilité et le dynamisme du processus d'élargissement et à insuffler une orientation politique plus forte. Il était essentiel d'obtenir le soutien unanime des États membres à la proposition de la Commission d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord en mars de l'année dernière. Nous devons maintenant avancer dans l'adoption des cadres de négociation afin que les négociations d'adhésion puissent officiellement commencer en juin. La Commission travaille en étroite collaboration avec la Présidence portugaise du Conseil pour surmonter les obstacles restants. Quant au troisième volet, le Plan économique et d'investissement, nous l'avons lancé en octobre de l'année dernière.



© EC Audiovisual Service (European Union)

Olivér Várhelyi

- 2019-aujourd'hui : Commissaire européen au voisinage et à l'élargissement
- 2015-2019 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de la Hongrie auprès de l'UE ; Représentant permanent adjoint de 2011 à 2015
- 2008-2011 : Chef d'unité, responsable des droits de propriété industrielle à la Direction générale Marché intérieur et services de la Commission européenne
- 2006-2008 : Chef du département du droit de l'UE du Ministère hongrois de la Justice
- Titulaire d'un diplôme de droit et d'un Master en études juridiques européennes.





Il s'agit d'un paquet d'investissements substantiels de 28 milliards d'euros, sous forme de subventions, de garanties et de prêts préférentiels, dans les domaines de la connectivité des transports, de l'énergie, du numérique et de la transition verte, afin de créer une croissance et des emplois durables. Nous parlons d'investissements qui représentent environ un tiers du PIB actuel de l'ensemble de la région, ce qui fera une différence significative sur le terrain en quelques années seulement. Ce paquet d'investissements est d'autant plus important pour soutenir la relance des Balkans occidentaux après la pandémie et contribuer à combler l'écart de développement socio-économique entre l'Union européenne et la région.

Info : Le principal objectif du PEI pour les Balkans occidentaux est de stimuler la reprise économique à long terme de la région, notamment dans le contexte de la crise du Covid, et de favoriser l'intégration économique régionale et la convergence vers l'Union européenne. Quels sont les résultats obtenus à ce jour dont vous êtes particulièrement fier ?

OV : Le PEI constitue avant tout une vision de la manière dont nous voulons contribuer à combler plus rapidement le fossé socio-économique entre la région et l'Union européenne, en investissant dans les infrastructures intelligentes, l'énergie, les technologies vertes et numériques,

« Le [Plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux] (PEI) constitue avant tout une vision de la manière dont nous voulons contribuer à combler plus rapidement le fossé socio-économique entre la région et l'Union européenne. »

l'innovation, en apportant un soutien supplémentaire au secteur privé, l'intégration économique régionale et en investissant dans les personnes, tout en rendant l'économie plus inclusive et durable. Ce Plan s'accompagne de l'Agenda vert pour les Balkans occidentaux, approuvé par les dirigeants de la région lors du sommet de Sofia l'année dernière pour guider leurs actions vers l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050.

Le PEI est un schéma directeur de la manière dont nous souhaitons nous engager dans la région au cours des prochaines années. La plupart de nos projets sont des investissements ambitieux à long terme, il est donc prématuré d'attendre des résultats concrets quelques mois après le lancement du Plan, mais nous sommes bien avancés sur tous les fronts. Cette année, nous préparons le terrain pour la plupart des grands projets d'investissement. Le principal instrument de financement de l'UE que nous utiliserons pour mettre en œuvre le Plan, l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP III), a été approuvé en juin et nous progressons également dans la programmation des projets. Nous avons également lancé la Plateforme pour les régions en transition dans les Balkans occidentaux et en Ukraine afin de contribuer à la coordination et au partage de l'expertise sur le difficile processus de transition pour sortir du charbon.

En parallèle, nous nous engageons avec des partenaires à préparer un Plan d'action pour mettre en œuvre l'agenda vert pour la région. Et, avec le Conseil de coopération régionale (RCC), les partenaires négocient également des accords concrets pour faire du marché régional commun une réalité. Les négociations se poursuivent notamment sur la liberté de circulation (documents de voyage) et la reconnaissance mutuelle des qualifications, et nous espérons qu'elles pourront aboutir avant le sommet de Berlin en juillet.

Sur le front du développement économique, nous finalisons les plans de réforme économique 2021 avec les économies des Balkans occidentaux, en veillant à ce que les priorités clés du PEI soient rationalisées dans ces plans. Nous jetons les bases de la mise en place de la Garantie pour la jeunesse dans chacune des économies partenaires et nous poursuivons notre travail conjoint sur l'État de droit, la réforme judiciaire et la réforme de l'administration publique afin de nous assurer que la région fera le meilleur usage possible de l'aide fournie par le Plan.

> « La CEB est [également] un partenaire clé pour la mise en œuvre du PEI, en particulier afin de soutenir la transition verte des investissements dans les infrastructures sociales, mais aussi le développement du secteur privé et l'inclusion sur le marché du travail des communautés vulnérables. »

Info : Le PEI indique que le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF) peut jouer un rôle important dans sa concrétisation. Pourriez-vous citer un ou deux aspects de ce Plan auxquels vous souhaiteriez que les partenaires financiers du WBIF contribuent ?

OV : TLa CEB est une organisation fondatrice et partenaire du WBIF. Elle est actuellement active dans la mise en œuvre de projets liés au secteur social. Par exemple, en Macédoine du Nord, la CEB conduit un projet visant à réhabiliter les installations d'éducation physique dans les écoles primaires et secondaires et à acquérir des équipements sportifs. Dans le secteur public, nous contribuons depuis 10 ans au Programme régional de logement de la CEB dans les Balkans occidentaux.

La CEB est également un partenaire clé pour la mise en œuvre du PEI, en particulier afin de soutenir la transition verte des investissements dans les infrastructures sociales, mais aussi le développement du secteur privé et l'inclusion sur le marché du travail des communautés vulnérables. La CEB peut jouer un rôle actif par le biais du WBIF mais aussi par une implication plus directe dans les économies bénéficiaires.

À titre d'exemple, la CEB pourrait envisager une contribution au programme phare d'investissement dans les vagues de rénovation du PEI et explorer davantage la possibilité de capitaliser et de trouver des synergies avec le Fonds d'investissement social vert (GSIF) qu'elle a créé en 2020 pour aider à accélérer la transition de ses pays membres vers des économies à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique.

En ce qui concerne le soutien au développement du secteur privé, l'expérience de la CEB dans le soutien aux communautés vulnérables de la région peut aider à façonner une action spécifique encourageant l'inclusion sur le marché du travail des segments moins favorisés de la population, par exemple en promouvant l'auto-emploi. Nous travaillons actuellement avec les institutions financières internationales (IFI) du WBIF, dont la CEB, sur la manière de développer davantage le soutien aux écosystèmes d'innovation dans la région, mais aussi sur la manière de soutenir l'emploi indépendant et l'esprit d'entreprise, par exemple par le biais de microcrédits

Le PEI pour les Balkans occidentaux

- Un paquet d'investissements substantiels de €28 milliards.
- Se veut un moyen rapide de combler le fossé socio-économique entre la région des Balkans occidentaux et l'UE.
- Contient dix initiatives phares, dont la Garantie pour la jeunesse.

Info : Le PEI présente un paquet substantiel d'investissements, mobilisant jusqu'à 9 milliards d'euros de financement pour la région. Une partie de cette somme devrait être consacrée au capital humain et aux investissements dans le secteur social. La première série de projets ne reflète que partiellement cette dimension. À quoi ressemblera la prochaine série de projets et quelles sont les priorités du secteur social qui auront émergé après la pandémie ?

OV : Investir dans le développement du capital humain est l'un des domaines prioritaires, et la Garantie pour la jeunesse est l'une des dix initiatives phares du Plan.

La Garantie pour la jeunesse est un ambitieux programme d'activation destiné à faciliter la transition des jeunes de l'école au monde du travail : elle garantira aux jeunes qui quittent l'école une offre d'emploi, d'éducation ou de formation complémentaire dans un délai déterminé, ce qui devrait permettre d'éviter une nouvelle fuite des cerveaux dans les Balkans occidentaux. Ce programme phare s'appuie sur la garantie européenne pour la jeunesse, dont ont bénéficié près de 25 millions de jeunes.

Comme l'indique clairement le PEI, la Commission vise à soutenir le développement du capital humain dans la région, également de manière plus générale en augmentant nos financements dans la région. Ces actions s'appuieront notamment sur les priorités de réforme identifiées dans le processus du Programme de réformes économiques (ERP) et sur les orientations politiques conjointes relatives à l'éducation et aux compétences, à l'emploi, à la protection et à l'inclusion sociales ainsi qu'à la jeunesse, à la santé, à la culture et au sport.

Par exemple, parmi les principaux défis structurels auxquels est confrontée la région figure la part élevée du secteur informel, y compris le travail non déclaré, qui entrave l'accès à la sécurité et aux droits sociaux.



Un autre domaine important concerne les déséquilibres importants du marché du travail dus, entre autres, à l'inadéquation des compétences qui résulte de liens insuffisants entre les systèmes d'éducation et les besoins des marchés du travail. Il est toutefois essentiel de tenir compte des besoins et des contextes spécifiques pour parvenir à une reprise durable après la crise du COVID-19. Par conséquent, au cours de la période 2021-2027, une série d'activités liées au capital humain et au secteur social seront soutenues par le biais des programmes et des facilités au titre de l'IAP III, au niveau bilatéral et régional.

Info : La CEB travaille sur une étude sur le rôle des infrastructures sociales dans les Balkans occidentaux et sa relation avec le développement du capital humain et l'atténuation de la fuite des cerveaux. Les résultats préliminaires montrent que le coût, la qualité et la disponibilité des logements peuvent s'ajouter à une liste déjà longue des raisons pour lesquelles les jeunes décident d'émigrer à l'étranger. La Commission européenne a-t-elle un rôle à jouer dans le développement de logements sociaux et abordables dans la région ?

OV : Nos financements soutiennent depuis longtemps l'accès au logement dans la région. L'impact de ces investissements a été élevé au niveau local, et a bénéficié aux individus et aux communautés locales.

Bien qu'il ne mentionne pas explicitement le logement, le Plan économique et d'investissement (PEI) pour les Balkans occidentaux souligne l'importance des réformes des systèmes de protection et d'inclusion sociales au sein de son domaine prioritaire d'investissement dans le capital humain. Il existe déjà des actions en cours qui soutiennent l'accès au logement, comme l'exemple de la Macédoine du Nord que j'ai mentionné. Et le Plan prévoit un certain nombre d'actions dans tous les domaines qui contribueront à résoudre le problème du logement, qu'il s'agisse de l'écologie et du numérique, de l'efficacité énergétique ou de la participation des jeunes.

Le logement et l'assistance aux sans-abri est l'un des 20 principes du Socle européen des droits sociaux (EPSR). En novembre 2018, les Ministres des Balkans occidentaux en charge des Affaires sociales ont signé à Belgrade un engagement à s'inspirer de l'EPSR pour promouvoir davantage les réformes dans les secteurs sociaux et ainsi aligner leurs marchés du travail et leurs systèmes de protection sociale sur l'Union européenne. Le Plan d'action sur l'EPSR de la Commission, publié en mars et salué par les dirigeants de l'UE dans leur déclaration de Porto de mai 2021, souligne que l'accès à un logement abordable est une préoccupation croissante dans de nombreux États membres et qu'il est nécessaire de renforcer le dialogue avec les Balkans occidentaux pour favoriser la mise en œuvre de l'EPSR dans la région. Nous continuerons à travailler pour soutenir la création des conditions socio-économiques dans la région qui pourront permettre aux jeunes de vivre et de s'épanouir dans leurs économies d'origine. Tous les efforts, y compris ceux de la CEB et de l'Union européenne, visent donc le même objectif.

« La Garantie pour la jeunesse est un ambitieux programme d'activation destiné à faciliter la transition des jeunes de l'école au monde du travail : elle garantira aux jeunes qui quittent l'école une offre d'emploi, d'éducation ou de formation complémentaire dans un délai déterminé. »

Des lendemains plus radieux dans les Balkans

Un projet d'éducation à long terme, financé par le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF), avec d'importantes contributions de prêt de la CEB, transforme des dizaines d'écoles primaires et secondaires et leurs installations en Macédoine du Nord. Le projet améliore l'éducation, et donc les chances de vie, de milliers d'enfants dans la région.

Le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF) est une initiative conjointe de la Commission européenne, de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), de la Banque européenne d'investissement (BEI), de donateurs bilatéraux et de bénéficiaires des Balkans occidentaux, lancée en décembre 2009 dans le but de fournir des financements et une assistance technique pour des investissements stratégiques. KfW et la Banque mondiale ont ensuite rejoint la plateforme, suivies en décembre 2018 par l'Agence française de développement (AFD).

Le WBIF combine des dons, des prêts et des contributions des bénéficiaires pour des investissements en infrastructures dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, du social, des transports et du numérique, ainsi que pour le développement du secteur privé.

Macédoine du Nord



Avec les bénéficiaires des Balkans occidentaux, le WBIF forme un partenariat unique, qui définit les priorités et les paquets de soutien pour les investissements stratégiques et la réforme institutionnelle dans la région. Il contribue à la perspective européenne des Balkans occidentaux en soutenant les investissements qui améliorent la compétitivité et la croissance et qui sont complétés par des mesures politiques qui favorisent la coopération et la connectivité à l'échelle de la région.

La CEB et le WBIF

- Nombre de projets : **14**
- Dons en tant qu'IFI chef de file : **€32m**
- Prêts signés : **475 millions d'euros**
- Valeur estimée des projets : **782 millions d'euros**

Améliorer les résultats scolaires en Macédoine du Nord

Ce projet a été lancé en 2009 dans le cadre d'un programme plus vaste du ministère de l'éducation et des sciences. Il vise à améliorer les résultats des élèves dans les disciplines scolaires, à renforcer leur condition physique, à augmenter les taux de scolarisation et à favoriser un développement socio-économique inclusif.

Ce projet prévoit la construction de 80 installations d'éducation physique (EP) et la remise à neuf de plus de 60 écoles primaires et secondaires. Le soutien financier du WBIF a également facilité la rénovation de dix écoles primaires et de six écoles secondaires. "Les écoles réhabilitées dans le cadre du projet offrent de meilleurs environnements d'apprentissage pour l'éducation physique, ainsi que l'accès et l'inclusion des enfants handicapés dans tout le pays", déclare Jasmina Glisovic, Responsable de Pays de la CEB pour la Macédoine du Nord.

Les travaux effectués dans ces écoles ont consisté à remplacer les toits, les fenêtres et les sols et les toilettes, à retirer l'amiante des toits et à effectuer des réparations générales

Visite de la CEB à l'école primaire communautaire "25 mai" à Hasanbeg, Skopje.




© EU WBIF


Anisa Ibishi


Kanita Hyseni

ETUDE DE CAS

« Je suis fier d'être un élève ici »

L'une des écoles qui ont été complètement transformées dans le cadre de ce projet est l'école primaire communautaire "25 mai" à Hasanbeg, Skopje. Fondée en 1965, l'école compte 85 enseignants et 1 528 élèves. Le directeur de l'école, Fadil Murtezani, décrit le projet.

"Entre 2013 et 2015, le ministère de l'Éducation a entièrement rénové l'école avec l'aide du WBIF, de la CEB et des donateurs de l'UE, pour en faire l'école moderne qu'elle est aujourd'hui".

"Nous sommes désormais une école numérique. Les cours se déroulent avec des tableaux intelligents interactifs et des tableaux blancs magnétiques qui rapprochent les élèves des connaissances, de l'apprentissage et de l'innovation. Nos classes de sciences sont désormais équipées pour que les élèves puissent participer à des concours. Ils ont connu de nombreux succès avec l'aide de leurs mentors et sont maintenant au même niveau que les élèves d'autres pays européens."

Le principal Murtezani poursuit : "Notre école est connue pour sa coopération avec d'autres établissements scolaires au niveau municipal, national et international. Nous avons établi des liens avec des écoles en Albanie, au Kosovo, en Serbie, en Turquie et en Allemagne, ce qui nous permet d'accéder à de nouvelles innovations, favorise le partage d'opinions et d'idées entre les élèves et les enseignants, et nous a aidés dans la gestion de l'école".

"Nous sommes fiers de notre école, qui offre aux élèves tout ce dont ils ont besoin pour leur éducation. Nous sommes tous très reconnaissants envers les donateurs, l'Union européenne, le ministère de l'éducation et la municipalité."

Anisa est en neuvième année à l'école. Elle déclare : "J'ai beaucoup de chance de fréquenter cette école, car elle est entièrement équipée de tout ce dont nous pouvons avoir besoin. Cela permet d'apprendre plus rapidement et plus facilement, et cela rend l'apprentissage plus intéressant."

Kanita est dans la même classe. "Je suis vraiment fière d'être une élève de cette école car nous pouvons étudier différentes choses, et nous sommes la seule école de Macédoine où les cours se déroulent selon les normes européennes modernes. C'est une bonne chose pour nous et pour nos professeurs. Nous avons participé à des concours dans des matières telles que la littérature albanaise, les sciences et le sport et nous avons remporté les premiers, deuxièmes et troisièmes prix."

> **« Nous sommes fiers de notre école, qui donne aux élèves tout ce dont ils ont besoin pour leur éducation. Nous sommes tous très reconnaissants envers les donateurs, l'Union européenne, le ministère de l'Éducation et la municipalité. »**
>
> Directeur Murtezani de l'école primaire communautaire "25 mai" à Skopje.


© EU WBIF

PAGE 20 LE POINT SUR LE PROGRAMME RÉGIONAL DE LOGEMENT.

« Les écoles réhabilitées dans le cadre du projet offrent de meilleurs environnements d'apprentissage pour l'éducation physique, ainsi que l'accès et l'inclusion des enfants handicapés dans tout le pays. »

Jasmina Glisovic, Responsable de Pays de la CEB pour la Macédoine du Nord.

sur les systèmes de chauffage et d'électricité. Mme Glisovic poursuit : "Il y a également un impact positif sur l'environnement, lié à l'utilisation de matériaux de construction écologiques, à la gestion appropriée des déchets et à l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments."

Le projet a bénéficié de deux subventions d'investissement du WBIF qui ont été permises par les contributions des donateurs bilatéraux du WBIF, ainsi que de deux prêts d'un montant total de 42,5 millions d'euros accordés par la CEB. Une subvention d'investissement de 3 millions d'euros a également été approuvée par le Comité de Pilotage du WBIF en 2020 et permettra de rénover les installations d'éducation physique dans 80 écoles primaires et secondaires. Le financement de cette subvention d'investissement provient également de donateurs, notamment la Norvège, la Suède, l'Autriche et l'Allemagne. Plus de 52 000 élèves devraient bénéficier de ces nouvelles installations d'ici 2023.



Projet d'écoles en Macédoine du Nord

- Construction de **80** installations d'éducation physique dans des écoles primaires et secondaires
- Remise à neuf de plus de **60** écoles primaires et secondaires
- Réhabilitation de **10** écoles primaires et de **6** écoles secondaires financées par des dons du WBIF
- Nouveaux équipements scolaires pour **16** écoles rénovées financées par dons du WBIF
- Plus de **52 000** élèves en bénéficieront

LES TRAVAUX DE RECHERCHE DE LA CEB

Analyser les infrastructures sociales dans les Balkans occidentaux

En plus d'être un membre fondateur du WBIF, la CEB ne se contente pas de financer des projets, elle contribue également à évaluer et à définir l'agenda politique des priorités d'investissement dans la région. Cela inclut la publication de recherches sur des questions clés liées au mandat social de la Banque.

La CEB publiera bientôt un rapport qui examine comment les secteurs sociaux des pays des Balkans occidentaux - éducation, soins de santé et logement – sont incapables de renforcer les économies de la région, qui ont été en partie affaiblies par une émigration persistante.

Lutter contre la "fuite des cerveaux"

L'étude en anglais, intitulée "A report on the Western Balkans' social sector" (Rapport sur le secteur social des Balkans occidentaux), révèle que le stock de capital humain de la région – à savoir les compétences et les connaissances des citoyens - est en train de se vider de sa substance, car les personnes exerçant des professions hautement qualifiées continuent d'émigrer. Cette "fuite des cerveaux" menace la capacité des pays de la région à innover et à se transformer en économies de croissance à plus forte valeur ajoutée.

L'étude diagnostique les insuffisances des systèmes sociaux actuels qui devront être corrigées si l'on veut contribuer au développement d'un capital humain plus résilient et améliorer la compétitivité économique de la région.

Éducation

Le rapport souligne comment le manque de ressources au sein de l'enseignement obligatoire et le recours limité à la formation professionnelle peuvent entraîner un faible développement des compétences.

Santé

Le secteur de la santé est confronté à des problèmes de coûts individuels élevés et de pénurie de ressources et de personnel médical (cette dernière est particulièrement aggravée par l'émigration des médecins et des infirmières), ce qui peut contribuer à réduire les résultats en matière de santé pour les personnes qui restent dans la région.

Logement

Le manque de logements de qualité disponibles et abordables dans la région affecte gravement la qualité de vie de nombreuses personnes. C'est particulièrement le cas pour les jeunes : l'âge auquel ils quittent le domicile de leurs parents est l'un des plus élevés d'Europe.

Le rapport souligne que les gens continueront probablement à quitter la région pour diverses raisons économiques, de gouvernance et personnelles, y compris compte tenu du mauvais état des secteurs sociaux qui réduit les perspectives économiques de la région et les possibilités de mener une vie plus prospère.

Si les gouvernements de la région, l'Union européenne et les instances de financement – dont le WBIF – peuvent se concentrer sur ces secteurs sociaux clés, les perspectives économiques de la région s'amélioreront probablement, ce qui encouragera les gens à rester dans la région et à contribuer à son développement.

22 pays, une priorité

Info s'entretient avec Tomáš Boček, Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible, qui a été reconduit dans ses fonctions en avril dernier.

Info : Quels sont, selon vous, les points saillants de votre premier mandat en tant que Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible ?
TB : Si l'on considère les deux dernières années, il y a de nombreuses réalisations dont nous pouvons être fiers. Personnellement, je suis honoré de faire partie de l'équipe de la CEB et de collaborer avec tant de personnes talentueuses et expérimentées.

Sur le plan professionnel, je suis particulièrement fier de la réaction de la Banque face aux besoins d'urgence de nos États membres dès les premiers jours de la pandémie de COVID-19. Sa réponse a eu un impact concret et important. La CEB a été la toute première banque multilatérale de développement européenne à soutenir financièrement les besoins immédiats de ses Etats membres pour combattre la pandémie, en adoptant une approche flexible et en développant des procédures rapides et innovantes.

Info : Comment la CEB a-t-elle aidé les pays de son groupe cible à atténuer les retombées de la pandémie de COVID-19 ?
TB : La réaction de la CEB a été extrêmement rapide, principalement grâce à la mobilisation des capacités financières et humaines de la Banque. Un total de 4,3 milliards d'euros de prêts COVID-19 a été approuvé à ce jour, y compris des réaffectations de financements existants.

Les 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est, qui forment le groupe cible de la Banque, ont été parmi les premiers à bénéficier d'un soutien financier pour l'acquisition d'équipements de consommables médicaux, la transformation et la modernisation d'unités médicales, ou encore pour répondre aux besoins du secteur de l'éducation et des soins sociaux. Sur les 21 pays bénéficiaires qui ont demandé des prêts COVID-19, 14 sont des pays du groupe cible. Les prêts qui leur ont été approuvés s'élèvent à €2,6 milliards, soit plus de 60% du total des approbations.

Je suis convaincu que la CEB a réussi à traduire successivement les besoins d'urgence et de relance en projets et mesures concrets et efficaces. Ceux-ci permettront, à long terme, de renforcer la cohésion sociale dans ces pays.

Info : Vous avez été reconduit dans vos fonctions de Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible en avril de cette année. Quelles sont vos priorités pour votre nouveau mandat ?
TB : Ma principale priorité sera d'aider au mieux le Gouverneur à réaliser les objectifs de la Banque. Plus particulièrement, il s'agira d'assurer la mise en œuvre des objectifs du Plan de développement de la CEB en ce qui concerne les pays appartenant au groupe cible.

« **La CEB a réussi à traduire, non seulement les besoins d'urgence mais aussi les besoins de relance, en projets et mesures concrets et efficaces. Ceux-ci permettront, à long terme, de renforcer la cohésion sociale dans les pays du groupe cible.** »



Tomáš Boček

- Nommé Vice-Gouverneur de la CEB Pays du Groupe Cible le 29 mars 2019 ; reconduit pour un second mandat de cinq ans le 16 avril 2021.
- A servi auparavant comme Représentant spécial du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe sur les migrations et les réfugiés.
- 2010-2016 : Ambassadeur et Représentant permanent de la République tchèque auprès du Conseil de l'Europe, représentant également la République tchèque au Conseil de direction de la CEB.
- 2013-2015 : Vice-Président du Conseil de direction de la CEB.
- A été Ministre adjoint pour les relations internationales et des affaires européennes au Ministère tchèque de la Justice, et a occupé des postes de direction au Ministère tchèque des Affaires étrangères.



Le Vice-Gouverneur Boček et le Commissaire serbe, Vladimir Cucić, signent une lettre d'intention pour coopérer en mars 2021.



Améliorer les soins de santé pour les réfugiés

La CEB joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de nouveaux services de soins de santé vitaux financés par l'Union européenne pour les réfugiés et les collectivités d'accueil à travers la Turquie, en particulier à Kilis, qui est proche de la frontière syrienne et compte une énorme population de réfugiés qui ont fui le conflit en cours dans ce pays.

La province turque de Kilis, située à seulement dix kilomètres de la frontière syrienne, a de très grands défis à relever. Au cours des cinq dernières années, elle a vu sa population plus que doubler. Fin 2019, près de 260 000 personnes y vivaient, dont près de la moitié étaient des Syriens qui avaient fui les combats dans leur pays.

Un nouvel hôpital public pour Kilis

L'hôpital public existant, qui compte 200 lits, a été soumis à une tension accrue. L'une des principales priorités a donc été d'améliorer l'accès aux services de santé à Kilis. Le gouvernement turc a porté le nombre de lits d'hôpital à 326, mais dans des conditions d'urgence, en ajoutant des lits dans les salles existantes ou dans un complexe préfabriqué près du bâtiment principal de l'hôpital.

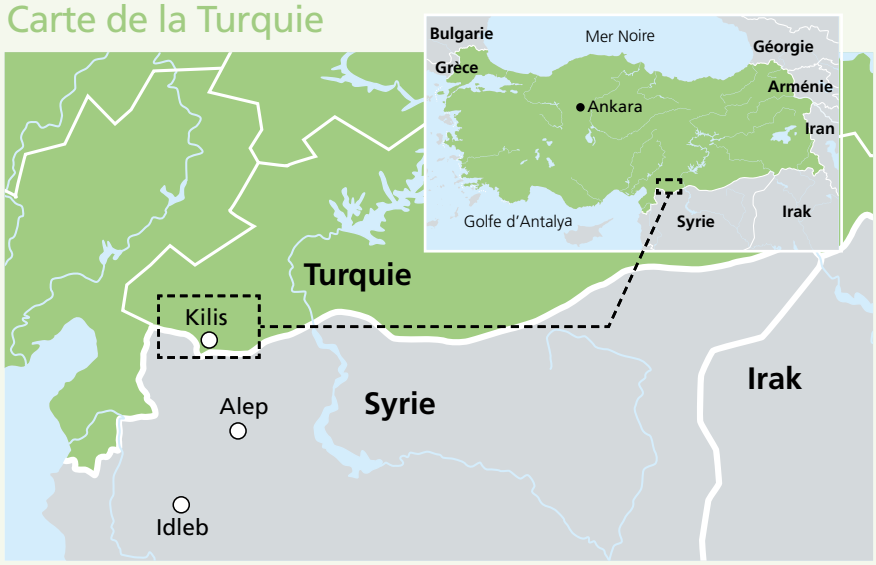
Pour contribuer à alléger la pression exercée sur les infrastructures publiques par l'augmentation spectaculaire de la demande de soins de santé, l'Union européenne, en coopération avec la Turquie et la CEB, a mobilisé 50 millions d'euros de la Facilité de l'UE pour les réfugiés en Turquie (FRiT) afin de financer un nouvel hôpital à Kilis. La Commission européenne a confié à la CEB la mise en œuvre du projet d'hôpital à Kilis et la construction a véritablement commencé en 2019.

> « **Nous sommes heureux de pouvoir aider la Turquie, membre fondateur de la CEB, à relever les défis sanitaires posés par l'afflux sans précédent de personnes cherchant à fuir la violence endémique dans leur pays. »**
>
> Tomáš Boček, Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible de la CEB

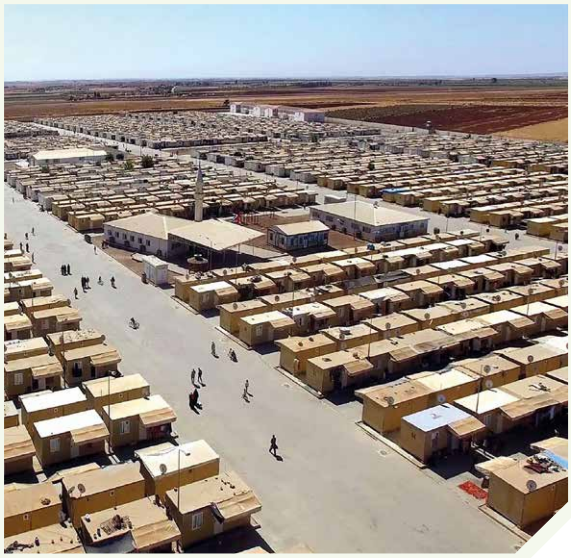
La CEB et la Turquie

- La Turquie est l'un des **huit** pays membres du Conseil de l'Europe qui ont fondé la CEB en avril 1956.
- Au cours des dix dernières années, la CEB a approuvé plus de **1,7** milliard d'euros de financement en faveur de la Turquie.
- Les financements de la CEB ont permis de soutenir les investissements dans les TPE-PME, les transports publics durables, la prévention des catastrophes naturelles et les mesures de réponse au COVID-19.

Carte de la Turquie







Facilité de l'UE pour les réfugiés en Turquie (FRiT).

La FRiT fournit des financements supplémentaires importants pour soutenir les réfugiés en Turquie. Elle gère un total de 6 milliards d'euros et vise à garantir que les besoins des réfugiés et des collectivités d'accueil dans le pays sont traités de manière globale et coordonnée. Les principaux domaines d'intervention de FRiT sont l'aide humanitaire, l'éducation, la santé, les infrastructures municipales et le soutien socio-économique.

Un établissement offrant tous les services

Le nouvel hôpital d'État de Kilis fournira des services de soins de santé de qualité, notamment des services de consultation externe, un service d'urgence ouvert 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, les systèmes d'imagerie les plus récents, ainsi que des laboratoires cliniques, des salles d'opération et des unités de soins intensifs.

L'hôpital comprendra 67 chambres individuelles et 124 chambres à deux lits, plus 13 chambres de suite, et deux salles de dialyse avec 12 lits au total. Les unités de soins intensifs comprendront 98 lits généraux, 13 lits pédiatriques, 36 lits pour nouveau-nés et 7 lits d'isolement.

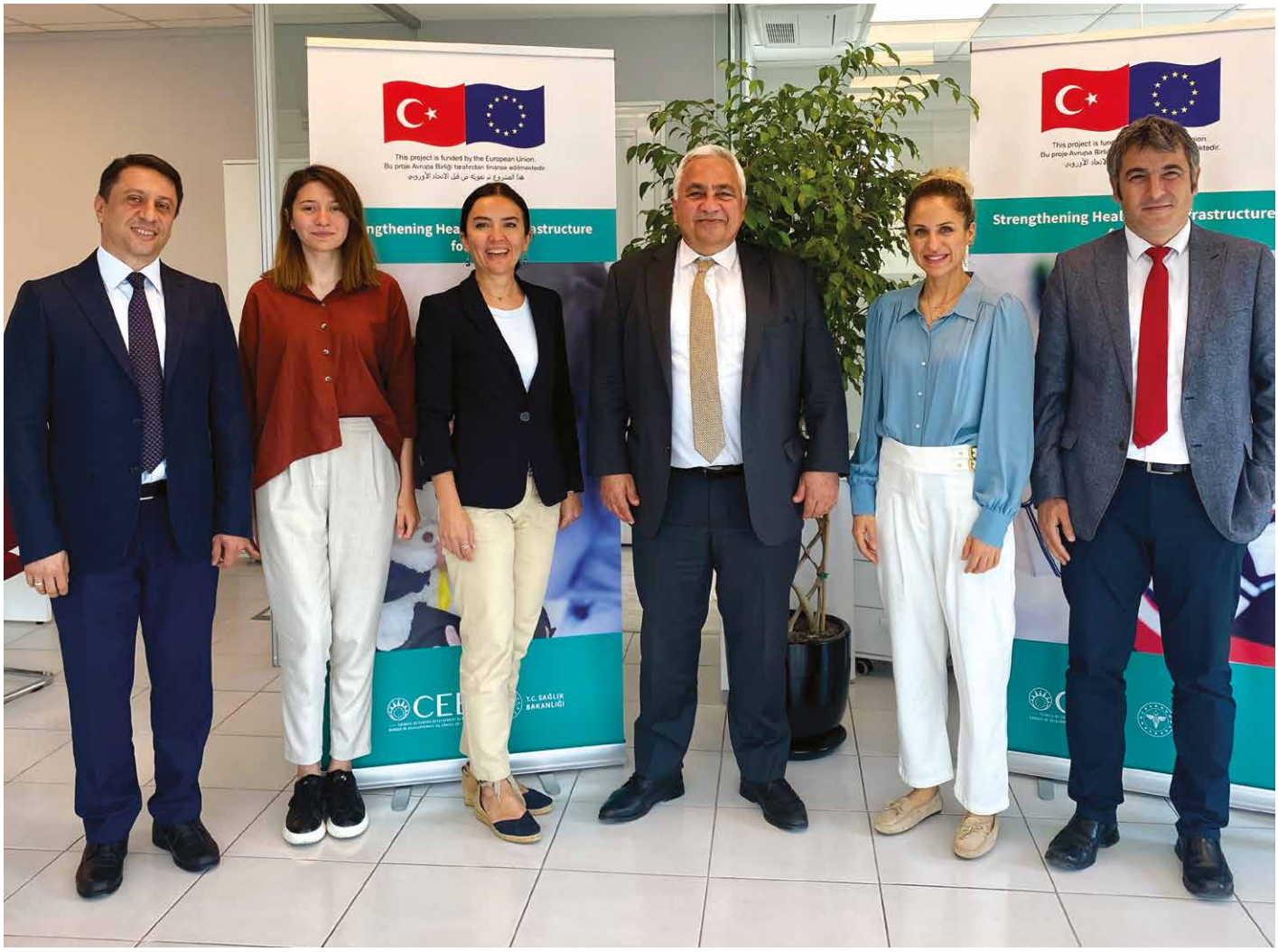
L'hôpital disposera également d'un laboratoire de diagnostic biochimique de pointe, d'un scanner IRM, de dix salles de radiographie, de mammographie et de tomographie et de sept salles d'échographie.

Tous les travaux de bétonnage du bâtiment principal de l'hôpital, du centre de santé bucco-dentaire et d'un parking à étages ont été achevés en 2020. L'hôpital devrait être opérationnel d'ici la fin de l'année.

Des services de soutien dans toute la Turquie

En décembre 2020, la CEB et la délégation de l'Union européenne à Ankara se sont accordées sur un projet d'investissement de 90 millions d'euros pour soutenir les infrastructures et les services de soins de santé des réfugiés dans toute la Turquie. Le programme, appelé 'Renforcement des infrastructures de soins de santé pour tous' (SHIFA), vise à rendre les services de soins de santé de qualité plus accessibles aux réfugiés et aux communautés turques et verra la construction et la rénovation de 117 -au plus- centres de santé pour migrants, la rénovation de 110 -au plus- unités de physiothérapie et de réadaptation dans les hôpitaux publics, ainsi que l'achat d'équipements et de fournitures médicales.

SHIFA sera financé par l'UE dans le cadre de la FRiT. Il a débuté en mars 2021 et devrait durer jusqu'en 2025. La CEB gérera le projet tandis que le ministère de la santé turc mettra en œuvre les volets infrastructure et approvisionnement.



Un soutien sur le terrain

La Banque a mis en place un bureau à Ankara pour superviser le projet, ce qui est une première pour la CEB. "Le bureau d'Ankara sera activement impliqué dans la gestion et le suivi du projet et fournira un soutien technique au Ministère de la Santé", a déclaré Vassilis Petrides, qui dirige le bureau. "Nous avons recruté cinq experts, tous de nationalité turque. Le haut niveau des candidats a rendu la tâche des comités de sélection très difficile.

"Même si le bureau vient d'être créé, nous ne partons pas de zéro. L'aide aux réfugiés et aux groupes vulnérables est le mandat principal de la CEB, qu'elle remplit depuis 65 ans."

Tomáš Boček, Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible de la CEB, a déclaré : "Nous sommes heureux de pouvoir aider la Turquie, membre fondateur de la CEB, à relever les défis sanitaires posés par l'afflux sans précédent de personnes cherchant à fuir la violence endémique dans leur pays. L'Union européenne est de loin notre principal donateur et cet accord représente un engagement fort de notre part pour accroître notre coopération et notre impact en faveur des plus vulnérables."

« Même si le bureau vient d'être créé, nous ne partons pas de zéro. L'aide aux réfugiés et aux groupes vulnérables est le mandat principal de la CEB, qu'elle remplit depuis 65 ans. »

Vassilis Petrides, Chef du bureau

Bureau d'Ankara

Collègues et responsabilités

(de gauche à droite)

- **Besim Balci,** Responsable de Projet Technique
- **Kubra Ozturk Kaska**, Assistante
- **Yelda Gozpinar,** Responsable de Projet Technique
- **Vassilis Petrides,** Chef du Bureau Projet Ankara
- **Naz Yurtvermez,** Responsable Suivi et Reporting
- **Ersin Dagdur,** conseiller en passation des marchés

PAGES 08-11 LE COMMISSAIRE OLIVÉR VÁRHELYI SUR LE SOUTIEN DE L'UE AUX BALKANS OCCIDENTAUX.

Le nouvel Hôpital d'État de Kilis en chiffres

24
salles d'opération et des unités d'urgence et de soins intensifs ultramodernes

337 lits
au total

98
lits de soins intensifs généraux



337 lits
Hôpital en construction à Kilis (voir photo), **devrait être opérationnel en 2021**

€50
millions de financements UE

13
lits de soins intensifs pédiatriques

20
spécialités

Unité de service d'urgence multidisciplinaire
24/7

10
salles de radiologie

7 lits de soins intensifs en isolement

3000
patients en même temps

Bâtir des maisons. Reconstruire des vies.

Malgré la pandémie de COVID-19, le Programme régional de logement (RHP) a continué à livrer des logements aux personnes déplacées les plus vulnérables en Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro et Serbie. Info revient sur les réalisations du programme au cours de l'année dernière et à ce jour.

Plus de trois millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur et au-delà des frontières de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Monténégro et de la Serbie à la suite des conflits armés qui ont eu lieu sur le territoire de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990.

Le RHP a été établi en 2012 en tant qu'initiative conjointe de ces quatre pays partenaires pour fournir un logement durable aux réfugiés et aux personnes déplacées les plus vulnérables suite aux conflits de 1991-1995, outre des personnes déplacées à l'intérieur du Monténégro à partir de 1999. L'objectif actuel du RHP est de fournir des solutions de logement durables à 11 800 familles, soit environ 36 000 personnes.

Le RHP se compose de quatre projets de logement, chacun mis en œuvre au niveau national, qui voient les pays partenaires coopérer pour résoudre les problèmes, améliorer les relations de voisinage et favoriser la sécurité et la stabilité dans la région.

Les défis de 2020

L'apparition de la pandémie de COVID-19 a inévitablement entraîné des défis majeurs pour le RHP. La maladie, les fermetures et les restrictions de voyage ont entraîné une réduction de la main-d'œuvre, des retards administratifs et une perturbation des chaînes d'approvisionnement.

Cependant, en mettant en place des mesures d'atténuation, et avec le soutien constant des partenaires du programme – à savoir la CEB, ainsi que le HCR et l'OSCE - les pays ont pu poursuivre la mise en œuvre du RHP.

ÉTUDE DE CAS

« Notre nouvelle maison est si bien construite »

Mirela Božurić et sa famille, originaires de Petrinja, en Croatie, ont fui à Stari Farkušić, en tant que personnes déplacées à l'intérieur du pays en 1992. Ils sont retournés à Petrinja en 1996, où Mirela, sa sœur et leurs familles vivent avec leur mère et leur grand-mère et gèrent une petite ferme.

Après des années d'attente d'un logement convenable, les Božurić ont été sélectionnés pour la construction d'une nouvelle maison dans le cadre du RHP. "Les travaux de construction ont été réalisés rapidement, la nouvelle maison a été construite avec des matériaux de bonne qualité", explique Mirela.

La famille était prête à emménager dans sa nouvelle maison fin 2020 lorsqu'un tremblement de terre a eu lieu, détruisant les cheminées. Celles-ci ont toutefois été rapidement réparées. Mirela commente : "Notre nouvelle maison est beaucoup plus sûre parce qu'elle est si bien construite. Merci à tous ceux qui ont fait de notre maison une réalité."



291 millions d'euros de contributions

36 000 personnes auront un nouveau logement une fois le RHP achevé.

24 400 personnes ont reçu un nouveau logement

31 sous-projets approuvés

15 donateurs

4 pays partenaires

3 partenaires du programme : CEB, OSCE, HCR



Fin 2020, 4 500 personnes supplémentaires avaient emménagé dans leur nouveau logement.

Toujours au centre de l'attention

Bien que les cérémonies de remise des clés aux bénéficiaires de logements aient dû être suspendues, les clés ont continué à être livrées et, à la fin de 2020, 4 500 personnes supplémentaires avaient emménagé dans leur nouveau logement, portant le nombre total de personnes bénéficiant du RHP à plus de 23 000.

Au sujet de l'importance du RHP à la lumière de la pandémie, Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB, a déclaré : "Le mandat consistant à fournir des logements décents à ceux qui ont été déplacés pendant les conflits en ex-Yougoslavie et qui en ont le plus besoin est devenu encore plus urgent."

"Dans l'attente de recevoir leur nouveau logement, les bénéficiaires du RHP vivent dans des maisons ou des centres collectifs ne répondant pas aux normes. Ils sont souvent confrontés à des conditions de logement surpeuplées, plusieurs générations vivant ensemble. Certains ont des problèmes de santé. D'autres sont âgés. Beaucoup connaissent des difficultés et une insécurité économiques. En tant que tels, ils sont particulièrement vulnérables à la pandémie et à ses conséquences."



Malgré la pandémie, les bénéficiaires du programme régional de logement ont continué à recevoir les clés de leur nouvelle maison.

PAGE 24 ECO-RAZENI REMPORTE CETTE ANNÉE LE PRIX CEB POUR LA COHÉSION SOCIALE



Logements livrés à ce jour

- Bosnie-Herzégovine : 1 800 logements à 5 400 personnes
- Croatie : 330 logements à 1 000 personnes
- Monténégro : 417 logements à 1 250 personnes
- Serbie : 5 587 logements à 16 800 personnes

ÉTUDE DE CAS

« Je suis plus que reconnaissante »

En 1995, Jasmina Jović a fui avec sa famille de sept personnes leur maison de Srb en Croatie. La famille a déménagé dans différents endroits avant de s'installer dans le village de Bezdan en Serbie, achetant une maison délabrée qui deviendra leur foyer pendant les 25 prochaines années.

Lorsqu'ils ont entendu parler du RHP, ils ont demandé une aide pour les matériaux de construction. Lorsque les matériaux sont arrivés, Jovo, le mari de Jasmina, a pu effectuer des travaux importants dans la maison. "Nous avons reçu les matériaux les plus essentiels et les plus chers, que nous n'aurions jamais pu fournir nous-mêmes", dit-il.

Jasmina, Jovo et la mère de Jovo ont l'intention de vivre ensemble dans la maison reconstruite. "Je suis extrêmement reconnaissante de l'aide que nous avons reçue du RHP", déclare Jasmina.

« Le RHP représente la dernière contribution majeure de la communauté internationale pour clore définitivement ce chapitre de l'histoire des Balkans occidentaux, et pour repartir sur de nouvelles bases. Il a permis de cultiver de nouvelles relations professionnelles, en facilitant le partage des connaissances et l'élaboration de solutions communes à des problèmes communs. Nous espérons que ces relations de travail étroites auront un impact durable sur la réconciliation dans la région, ouvrant la voie à des approches régionales pour relever les défis futurs. »

Stephan Sellen, Directeur adjoint de la Direction des prêts et du développement social, Chef de la Division RHP à la CEB

Les donateurs apportent un soutien supplémentaire

En reconnaissance des réalisations et des défis du RHP, plusieurs donateurs ont apporté un financement supplémentaire en 2020. L'Union européenne a apporté 1,8 million d'euros, la Norvège 640 000 euros, l'Espagne 100 000 euros et la République tchèque 46 000 euros. Ces nouvelles contributions ont porté le financement total fourni par la communauté internationale à 291 millions d'euros. L'UE, représentée par la Commission européenne, en est le principal donateur, à hauteur de 235 millions d'euros de contribution, suivie par les États-Unis avec 24 millions d'euros.

Olivér Várhelyi, Commissaire européen à la politique de voisinage et à l'élargissement, a déclaré : "Je félicite de tout cœur les personnes et les collègues des pays partenaires et d'ailleurs pour ce travail et leur dévouement aux objectifs communs du programme. Nous devons maintenant répondre aux besoins restants avec une énergie renouvelée."

La santé dans le monde de l'après-pandémie

Le 6 mai, le CEB a organisé un webinaire sur le thème "Santé et changement climatique : Défis communs, solutions communes ? Il s'agit du premier d'une série d'événements qui aborderont les thèmes d'une reprise inclusive, durable et résiliente post COVID-19.

Ce webinaire organisé par la CEB a exploré comment les institutions peuvent briser le lien entre la dégradation de l'environnement et le déclin de l'état de santé, et quelles stratégies et investissements sont nécessaires pour des sociétés européennes plus saines et plus durables après la pandémie.

Près de 150 personnes issues d'institutions financières européennes, décideurs politiques et universitaires des secteurs de la santé et des soins sociaux ont assisté à ce séminaire pour écouter les intervenants des secteurs de la santé et des soins sociaux.

Les intervenants

- **Monica Scatasta**, Directrice de la préparation et du suivi techniques de la CEB
- **Caroline Costongs**, Directrice à EuroHealthNet
- **Thomas Bignal**, Policy Manager à l'Association européenne des prestataires de services pour les personnes handicapées (EASPD)
- **Stefanie Matthys**, Directrice générale, European Network Architecture for Health (ENAH)
- **Pascal Garel**, Directeur général de la Fédération européenne des hôpitaux et des soins de santé (HOPE)
- **Thomas Kergall**, Conseiller technique pour la santé et l'aide sociale à la CEB

Résilience et approche globale

Monica Scatasta a présenté les défis que pose le dérèglement climatique au secteur de la santé, en tenant compte de la pandémie de COVID-19. Elle a déclaré : "La crise a clairement indiqué que des systèmes de santé résilients et inclusifs sont un pilier de nos sociétés et de nos économies."

Elle a souligné le rôle joué par la CEB pour aider à lutter contre l'incidence croissante des maladies non transmissibles et les impacts sanitaires de la dégradation de l'environnement, tout en soutenant les investissements dans les infrastructures liées à la santé.

Mme Scatasta a déclaré que les systèmes de santé doivent avoir une meilleure compréhension du lien entre santé humaine et changement climatique, ajoutant qu'une approche mondiale est nécessaire pour lutter contre la pollution, la perte de diversité et la destruction des habitats naturels afin de réduire la probabilité que les maladies infectieuses s'installent.

Caroline Costongs a souligné le rôle important des institutions dans la promotion d'un changement environnemental durable, car elles peuvent favoriser une société plus saine par des actions concrètes, tandis que Thomas Bignal a insisté sur la marge d'amélioration de la santé et du bien-être social dans les sociétés.

Stefanie Matthys a souligné les liens entre les infrastructures de soins de santé et le changement climatique, et la manière dont les hôpitaux devraient investir dans l'efficacité énergétique et la résilience des bâtiments.

Pascal Garel a examiné comment la gestion des questions de sécurité et d'environnement en relation avec le changement climatique est abordée dans les hôpitaux.

Proposer des solutions

S'agissant des solutions potentielles aux problèmes soulevés par le dérèglement climatique dans le secteur des soins de santé, Mme Costongs a expliqué comment les mesures de santé préventives peuvent aider. Elle a également fait remarquer que les investisseurs ont le pouvoir de soutenir des projets durables et sains, tandis que M. Bignal a souligné l'importance d'impliquer les personnes vulnérables dans le processus décisionnel.

Thomas Kergall a conclu la session en soulignant que, si rien n'est fait, le changement climatique pourrait causer 250 000 décès par an, entre 2030 et 2050, sous les effets conjugués de la perte de biodiversité, de la mauvaise nutrition, de l'inaccessibilité des sources d'eau et de la dégradation des sols.

Il a également attiré l'attention sur la façon dont la CEB est prête à répondre à l'appel à investir dans des projets d'atténuation du dérèglement climat. La CEB est également un membre fondateur du réseau Decide Hub, un réseau mondial visant à aider les décideurs en matière de santé à obtenir le meilleur rapport qualité-prix dans les choix et les politiques de santé.





Le Prix CEB 2021 est décerné à Eco-Razeni

Eco-Razeni, une entreprise sociale pionnière dans le domaine de la restauration en République de Moldova, a remporté le Prix CEB pour la cohésion sociale de cette année, parmi 120 candidatures. Cette entreprise innovante offre des possibilités de formation et d'emploi aux jeunes en situation de handicap.

Le Prix CEB pour la cohésion sociale a été lancé l'année dernière pour reconnaître les organisations et les projets dans les Etats membres de la CEB qui aident à répondre aux questions sociales urgentes et à stimuler la cohésion sociale.

Le concours de cette année a été ouvert en janvier et a recueilli 120 candidatures émanant de toute l'Europe. Le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a déclaré : "Il est important d'encourager et de récompenser les initiatives qui favorisent activement la cohésion sociale et je suis heureux de constater que le Prix CEB pour la cohésion sociale a attiré autant de projets de qualité issus de toute l'Europe pour la deuxième année consécutive".

Un panel d'experts de la CEB a évalué chaque candidature pour établir une liste de cinq projets. Un jury indépendant s'est ensuite réuni virtuellement pour sélectionner le gagnant. L'annonce du lauréat du Prix de la CEB pour la cohésion sociale 2021 a été faite lors d'une cérémonie de remise des prix virtuelle le 11 juin. Eco-Razeni a remporté le prix de 25 000 euros pour la manière innovante dont il améliore les compétences et l'autonomie des jeunes présentant un handicap en République de Moldova.

Soutenir les personnes en situation de handicap

Eco-Razeni, première entreprise sociale de restauration du pays, offre une formation sur le tas et un emploi aux jeunes présentant un handicap des zones rurales et des petites villes du pays. En République de Moldova, de nombreux jeunes en situation de handicap bénéficient de peu d'éducation, ce qui réduit leurs chances dans la vie, alors même qu'ils peuvent vivre dans des familles socialement vulnérables et exposées à la pauvreté.

Au fil du temps, l'entreprise d'Eco-Razeni s'est développée. Elle a lancé une cantine d'aide sociale début 2013, suivie d'un service de restauration payant. Et début 2014, elle a lancé sa propre serre où les membres de l'équipe cultivent des légumes biologiques destinés à la restauration. Elle a récemment ouvert une nouvelle boulangerie sociale et un nouveau service de restauration, appelé "L'espoir a une adresse", qui offre des installations modernes de formation et de restauration, d'excellentes ressources de formation et des possibilités d'emploi supplémentaires.

« Ce Prix nous permettra de continuer à aider les personnes exclues et marginalisées à reconstruire leur vie, renforçant ainsi la confiance dans notre communauté - notre sentiment d'espoir et d'appartenance. »

Sergiu Gurau, PDG d'Eco-Razen

Des résultats impressionnants

Depuis son lancement, Eco-Razeni a permis à une centaine de jeunes en situation de handicap de bénéficier d'un emploi et d'une formation professionnelle. Ils y ont appris à cultiver, à préparer et à servir des aliments, tout en acquérant des compétences plus générales, comme le travail en équipe. Le travail contribue également à développer leur confiance, leur estime de soi et leurs compétences en matière de communication et de relations interpersonnelles. Eco-Razeni aide ces jeunes à acquérir des compétences et à réaliser leur potentiel, ainsi qu'à apporter des changements positifs dans leur vie.

Grâce à la récompense de 25 000 € décerné par le Prix CEB pour la cohésion sociale, davantage de jeunes en situation de handicap pourront désormais apprendre à créer des produits de boulangerie traditionnels, sains et de haute qualité et acquérir les compétences et les opportunités qu'ils méritent.

À propos de cette victoire, Sergiu Gurau, PDG d'Eco-Razeni, a déclaré : "Ce Prix nous permettra de continuer à aider les personnes exclues et marginalisées à reconstruire leur vie, renforçant ainsi la confiance dans notre communauté - notre sentiment d'espoir et d'appartenance."

Sélection d'un lauréat

Lors de la cérémonie de remise du Prix le 11 juin, Snežana Samardžić-Marković, présidente du jury, a déclaré : "Il n'a pas été facile pour le jury de se mettre d'accord pour sélectionner le meilleur des meilleurs. Nous avons aimé tous les projets, et si nous étions en mesure de le faire, nous accorderions certainement un prix à chacun d'entre eux."

Les autres projets présélectionnés :

Miniila

Cette application, créée par Missing Children Europe, basée en Belgique, permet aux enfants migrants d'accéder à des informations actualisées et adaptées à leurs besoins sur leurs droits et leur fournit un soutien et des services où qu'ils se trouvent en Europe. Tous les services inclus dans l'application (tels que le logement, la nourriture, la santé, etc.) sont fournis par des ONG locales et internationales de confiance, en fonction de la localisation de l'enfant. L'application est disponible en Belgique, en Bulgarie, en France, en Allemagne, en Grèce, en Italie, en Suède et au Royaume-Uni.

Welcommon Hostel

Ce centre de réfugiés innovant à Athènes, en Grèce, est réaménagé en une auberge de jeunesse moderne ouverte à tous les voyageurs, des touristes et bénévoles aux étudiants et réfugiés. Depuis juin 2020, il offre un hébergement sûr à 80 réfugiés vulnérables sans abri. L'auberge propose des cours de langue et d'art, ainsi que des formations dans différents domaines, notamment l'efficacité énergétique et le tourisme durable.

Orchestre des jeunes d'El Sistema Grèce

Ce projet musical communautaire offre une éducation musicale gratuite aux enfants et aux jeunes en Grèce. Des élèves de tous horizons apprennent et jouent de la musique ensemble. L'orchestre met l'accent sur l'intégration des réfugiés et des migrants et sur l'inclusion des enfants grecs moins favorisés.

Small Projects Istanbul (SPI)

Cette coopérative dirigée par des femmes en Turquie favorise l'emploi, le développement des compétences et la cohésion sociale pour les femmes réfugiées de Syrie. SPI aide à faire face aux limitations créées par certaines restrictions sur les permis de travail et les opportunités d'emploi pour les réfugiés. Les femmes utilisent leurs compétences, ou en acquièrent de nouvelles, pour créer des vêtements et des objets artisanaux de haute qualité vendus par Muhra, la marque du projet. Cela leur donne les moyens de subsistance dont elles ont besoin pour créer une nouvelle vie pour elles-mêmes et leur famille en Turquie, tout en développant leur confiance et leur réseau social.

Les membres indépendants du jury qui ont désigné le lauréat sont issus des domaines du développement social, de l'entrepreneuriat social, du monde universitaire et de la société civile. Il s'agit de :

- **Snežana Samardžić-Marković**, Présidente du jury et Directrice Générale de la démocratie au Conseil de l'Europe.
- **Tomáš Boček**, Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible de la CEB.
- **Eva Maydell**, Députée européenne et Présidente du Mouvement européen international.
- **Guillaume Capelle**, fondateur de SINGA et CALM.
- **Christine Whitehead**, Professeur émérite en économie du logement à la London School of Economics.

114
candidatures valides

30%
d'augmentation sur un an

27
pays représentés

« Il est important d'encourager et de récompenser les initiatives qui favorisent activement la cohésion sociale et je suis heureux de constater que le Prix CEB pour la cohésion sociale a attiré autant de projets de qualité issus de toute l'Europe pour la deuxième année consécutive. »

Gouverneur Rolf Wenzel, CEB

Avoir un impact positif

En mars, la CEB a publié le rapport sur les obligations d'inclusion sociale émise en 2020, qui a couvert les deux obligations d'inclusion sociale dédiées à la réponse au COVID-19. Le rapport fournit des détails sur l'affectation du produit et l'impact social des projets financés.

En réponse à la pandémie de COVID-19, la CEB a rapidement étendu son Cadre d'obligations d'inclusion sociale pour y inclure des projets dans le secteur de la santé. Elle a émis en avril de l'année dernière une obligation d'inclusion sociale en réponse au COVID-19 d'une valeur de 1 milliard d'euros et d'une durée de sept ans, suivie en juin d'une autre obligation d'inclusion sociale de même nature d'une valeur de 500 millions de dollars US et d'une durée de trois ans. Ces deux obligations ont été particulièrement bien accueillies par un large éventail d'investisseurs socialement responsables.

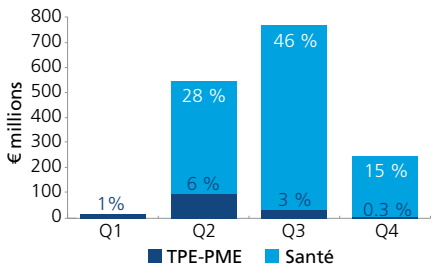
Dans le contexte de la pandémie, la CEB a décidé de se concentrer sur les défis posés aux systèmes de santé publique européens ainsi que sur le soutien aux TPE-PME. Quinze projets dans 14 pays ont bénéficié du produit des deux obligations sociales, permettant à 28,8 millions de personnes de recevoir des soins médicaux tout en préservant 83 630 emplois et en en créant 1 404 autres.

CARACTÉRISTIQUES DES OPÉRATIONS CLÉS

Date de lancement	9 avril 2020	10 juin 2020
Montant	1 000 M€	500 M$*
Échéance	9 avril 2027 (7 ans)	10 juin 2023 (3 ans)
Notation	Aa1/AAA/AA+	Aa1/AAA/AA+
Coupon	0,000%	0,250%
Second avis	Sustainalytics	Sustainalytics

*eq. 446 €M

ÉVOLUTION DES DÉCAISSEMENTS EN 2020



Un objectif permanent

La CEB poursuit ce programme très réussi et a émis deux obligations d'inclusion sociale cette année : en avril, une nouvelle obligation d'inclusion sociale de 500 millions d'euros sur sept ans et, en juin, une autre de 500 millions de dollars américains sur trois ans. Ces deux émissions ont attiré un large éventail d'investisseurs socialement responsables, ce qui a permis à la Banque une plus grande diversification de ces derniers. Comme pour les émissions de l'année dernière, la Banque publiera un rapport d'impact sur le produit de ces obligations au cours de l'année civile suivante.

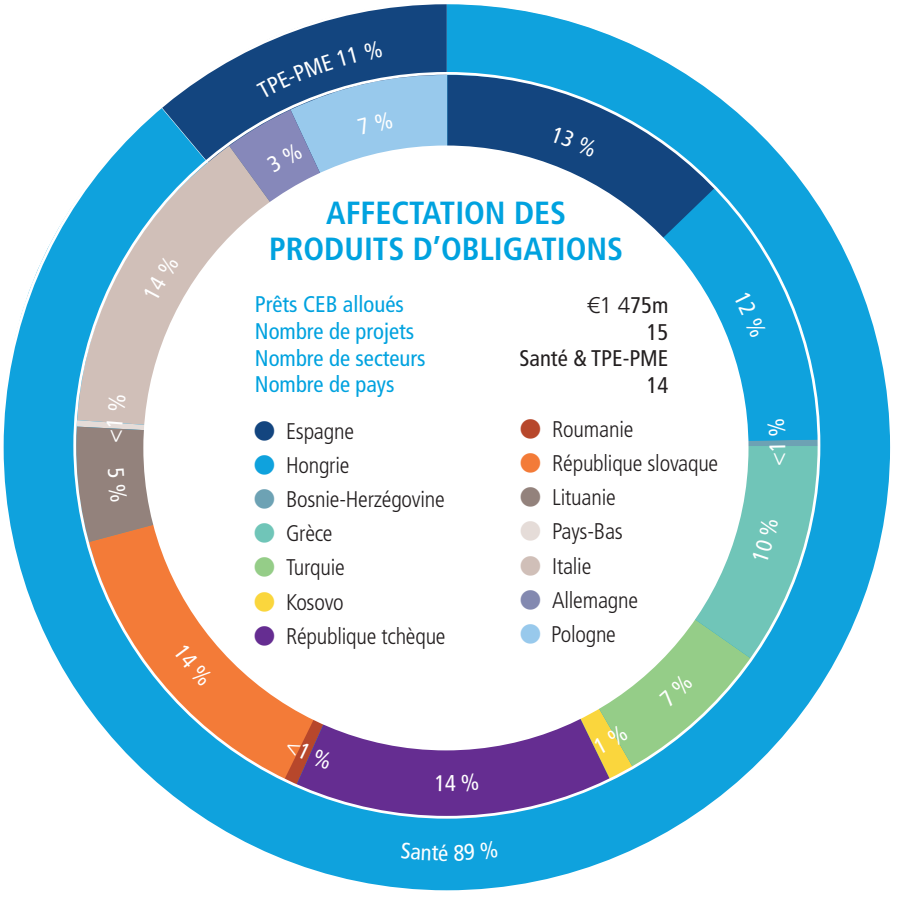
Deux nouvelles obligations sociales lancées depuis le début de cette année :

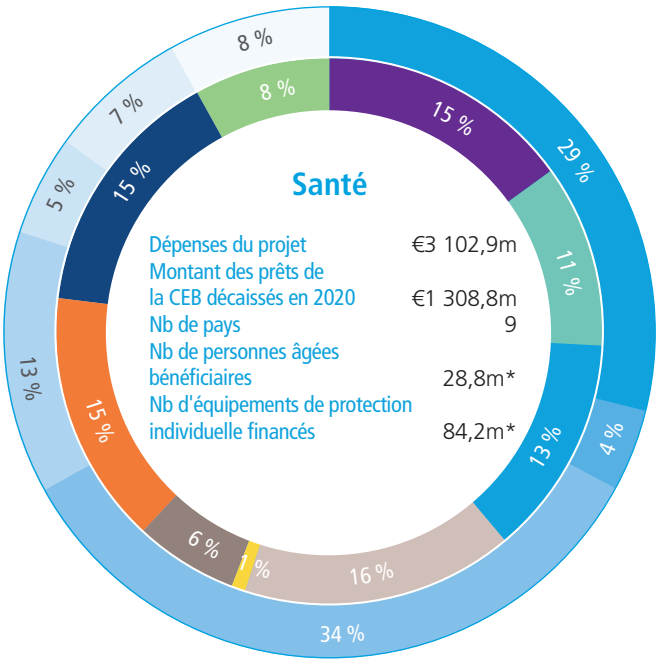
Obligation d'inclusion sociale à 7 ans

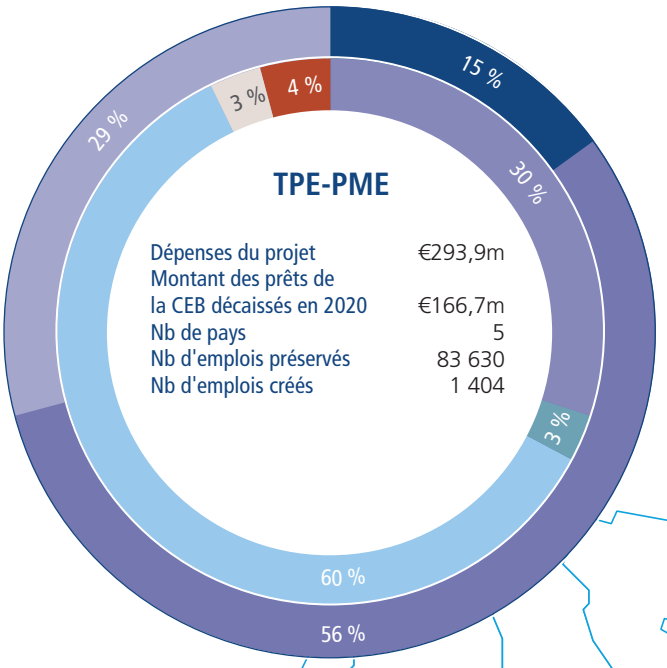
EUR 500 millions

Obligation d'inclusion sociale à 3 ans

USD 500 millions





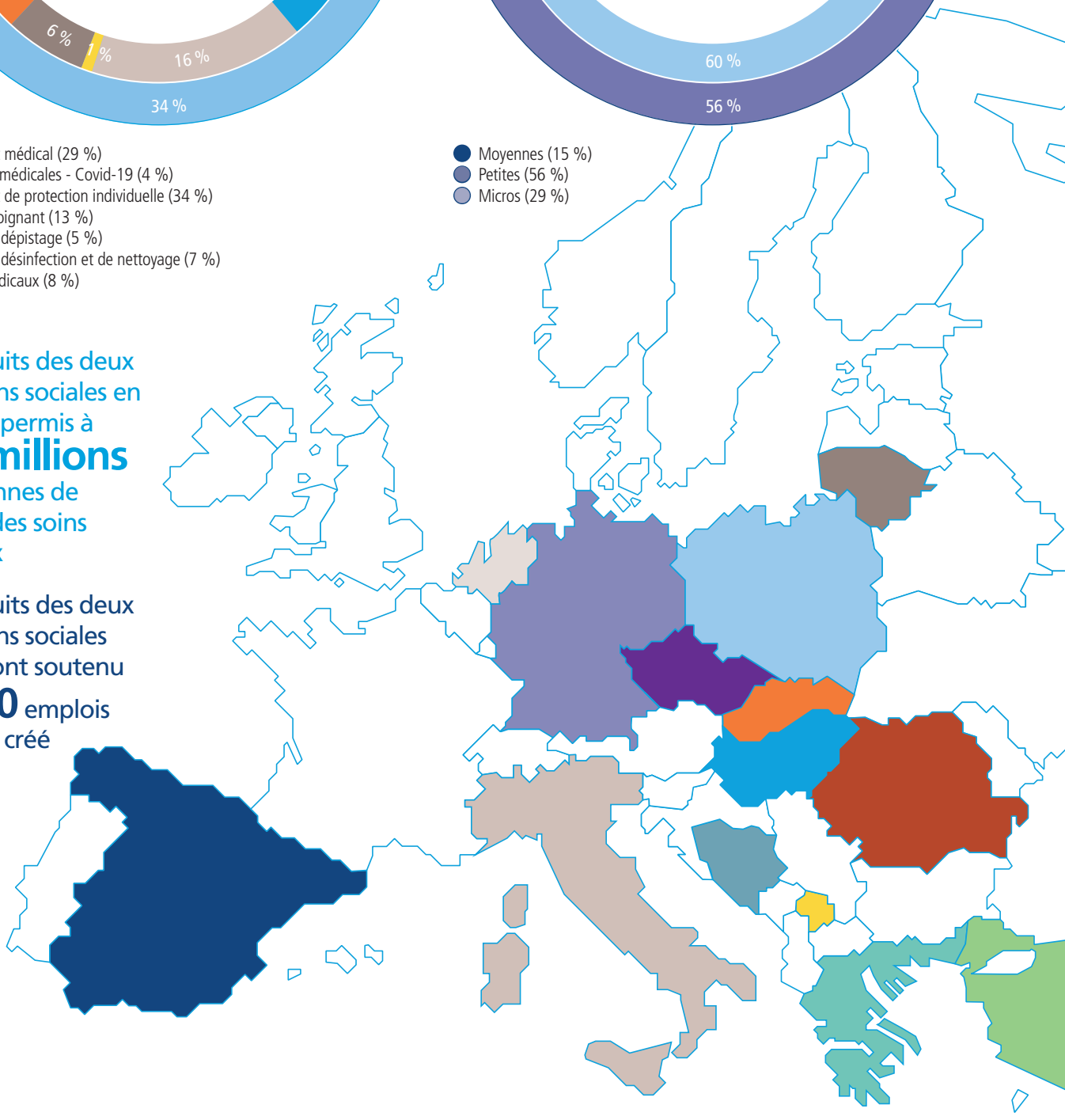


- Equipement médical (29 %)
- Fournitures médicales - Covid-19 (4 %)
- Équipement de protection individuelle (34 %)
- Personnel soignant (13 %)
- Matériel de dépistage (5 %)
- Matériel de désinfection et de nettoyage (7 %)
- Services médicaux (8 %)

- Moyennes (15 %)
- Petites (56 %)
- Micros (29 %)

Les produits des deux obligations sociales en 2020 ont permis à **28,8 millions** de personnes de recevoir des soins médicaux

Les produits des deux obligations sociales en 2020 ont soutenu **83 630** emplois et en ont créé **1 404** de plus



Actualités

La CEB nomme Carlo Monticelli au poste de Gouverneur



PARIS – Lors de sa 229ème réunion tenue le 11 juin 2021 par vidéoconférence, le Conseil de direction de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a nommé M. Carlo Monticelli au poste de Gouverneur pour un mandat de cinq ans à compter du 18 décembre 2021.

M. Monticelli, de nationalité italienne, occupe le poste de Vice-Gouverneur Stratégie Financière de la CEB depuis novembre 2015. À ce titre, il a contribué à ce que la CEB relève avec succès les défis sociaux auxquels l'Europe est confrontée. Il succède à M. Rolf Wenzel, qui a rejoint la Banque comme Gouverneur en 2011.



UN TIMBRE CÉLÈBRE L'ANNIVERSAIRE DE LA CEB

Saint-Marin a lancé un nouveau timbre pour célébrer le 65ème anniversaire de la CEB. Le timbre, qui représente une infirmière s'occupant d'un patient hospitalisé, souligne la réponse rapide de la CEB aux besoins sanitaires d'urgence de ses États membres, dont Saint-Marin, pendant la crise du COVID-19. Le nouveau timbre devrait être largement diffusé d'ici septembre 2021.

CONTRIBUTION SUPPLÉMENTAIRE DE LA BEI AU MRF

Le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, et la Vice-présidente de la Banque européenne d'investissement (BEI), Lilyana Pavlova, ont signé un accord de contribution de 250 000 euros en faveur du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) de la CEB. Cet accord permettra de soutenir l'amélioration des conditions de vie dans les camps et centres de réfugiés de Bosnie-Herzégovine, et vient confirmer le statut de la BEI de deuxième plus grand contributeur au MRF, après la CEB.

Un nouveau partenariat soutient les TPE-PME grecques

En juin, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, et le Président du Conseil d'administration de Coopérative Bank of Karditsa Coop. L. L. (CBK), George Boukis, ont signé un accord de prêt de €2 millions pour faciliter l'accès au financement des TPE-PME en Grèce.



CBK est l'une des six banques coopératives de Grèce, et le financement de la CEB lui permettra de continuer à soutenir ses activités de prêt aux entreprises en Thessalie, en Épire et en Grèce centrale. La pandémie de COVID-19 met à rude épreuve les petites entreprises, principal gisement d'emplois en Grèce.

Dernières publications de la CEB

Les principales publications institutionnelles de la CEB pour 2020 ont été rendues publiques. Elles peuvent être téléchargées sur notre site web à coebank.org. Cliquez sur "toutes les publications".



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

Le Rapport du Gouverneur de cette année souligne la performance solide de la Banque, bien au-delà de ses objectifs. Quelque 6,0 milliards d'euros de prêts ont été approuvés, soit 51 % de plus qu'en 2019, dont la moitié a été consacrée au soutien à la lutte contre le COVID-19.

Le rapport met en lumière les projets approuvés et réalisés en 2020, et comporte des chapitres sur le Prix CEB pour la cohésion sociale et sur l'avancement des connaissances du secteur social.



RAPPORT SUR LA CEB ET LES DONATEURS 2020

Le rapport 2020 de la Banque montre comment la coopération entre la CEB et ses donateurs a aidé les États membres à relever les défis de la pandémie de COVID-19. En 2020, un total de 104 millions d'euros de dons a été approuvé, susceptible d'avoir un effet de levier sur plus de 600 millions d'euros d'investissements.

Le rapport comprend des sections sur le Programme régional de logement, le Fonds pour les migrants et les réfugiés, et sur les fonds bilatéraux qui soutiennent la croissance durable et inclusive dans les États membres.



RAPPORT FINANCIER 2020

Ce rapport pour 2020 montre la bonne performance financière continue de la CEB, ainsi que la qualité de son profil de crédit, qui a été confirmée par les principales agences de notation internationales.

Le bénéfice net pour l'exercice 2020 s'est élevé à 74,8 millions d'euros. Les volumes élevés des prêts approuvés et décaissés reflètent la réponse rapide, souple et ciblée de la Banque pour aider ses États membres à relever les nombreux défis posés par la pandémie.



RAPPORT SUR LA DURABILITÉ 2020

En 2020, l'accent mis par la CEB sur les projets sociaux et durables est devenu extrêmement important à la lumière de la crise du COVID-19. À la suite de la pandémie, la Banque a mis à jour son cadre d'obligations d'inclusion sociale pour y intégrer le secteur de la santé.

Le rapport présente une série d'études de cas illustrant les projets sociaux financés par la Banque qui favorisent la durabilité dans les États membres. Il explique également comment la Banque promeut des méthodes de travail plus durables et plus inclusives en son sein.

NE MANQUEZ PAS LE PROCHAIN NUMÉRO **d'Info** QUI SORTIRA EN SEPTEMBRE 2021

Latest CEB loan approvals
Dernières approbations de prêts de la CEB

Some 15 new loans totalling €1 billion were approved by the CEB's Administrative Council in June to support inclusive recovery and strengthen social cohesion in Europe.

15 nouveaux prêts pour un montant total d'un milliard d'euros ont été approuvés par le Conseil d'administration de la CEB en juin afin de soutenir une relance inclusive et de renforcer la cohésion sociale en Europe.

The financing will support healthcare, social infrastructure, heritage, education and energy efficiency projects, and improve access to funding for micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs).
Les financements soutiendront les soins de santé, les infrastructures sociales, le patrimoine, l'éducation et des projets d'efficacité énergétique, et amélioreront l'accès au financement des micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME).

1 Albania / Albanie

Loan size: €60 million
Borrower: Government
Aim: To support the country's response to COVID-19 pandemic, including the provision of vaccines
Montant du prêt : 60 millions d'euros
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : Soutenir la réponse du pays face à la pandémie de COVID-19, notamment par la fourniture de vaccins.

5 France

Loan size: €21 million
Borrower: SCI Campus Pasteur Lille
Aim: To support ongoing building improvements

Loan size: €20 million
Borrower: SCI Auber
Aim: To fund improvements to campus buildings
Montant du prêt : 21 millions d'euros
Emprunteur : SCI Campus Pasteur Lille
Objectif : Soutenir l'amélioration continue des bâtiments
Montant du prêt : 20 millions d'euros
Emprunteur : SCI Auber
Objectif : Financer l'amélioration des bâtiments du campus

7 Ireland / Irlande

Loan size: €75 million
Borrower: Housing Finance Agency PLC
Aim: To increase the supply of student accommodation
Montant du prêt : 75 millions d'euros
Emprunteur : Housing Finance Agency PLC
Objectif : Accroître l'offre de logements pour étudiants

8 Luxembourg

Loan size: €3 million
Borrower: Redi Economic Development SA
Aim: To improve access to funding for Roma entrepreneurs
Montant du prêt : 3 millions d'euros
Emprunteur : Redi Economic Development SA Redi Economic Development SA
Objectif : Améliorer l'accès au financement pour les entrepreneurs roms.

9 North Macedonia / Macédoine du Nord

Loan size: €1 million
Borrower: Microcredit Foundation Horizonti
Aim: To improve access to finance for MSMEs, Roma and vulnerable groups
Montant du prêt : 1 million d'euros
Emprunteur : Fondation de microcrédit Horizonti
Objectif : Améliorer l'accès au financement pour les TPE-PME, les Roms et les groupes vulnérables.

10 Poland / Pologne

Loan size: €15.6 million
Borrower: Warsaw School of Economics
Aim: To part-finance the campus extension
Montant du prêt : 15,6 millions d'euros
Emprunteur : École d'économie de Varsovie
Objectif : Financer en partie l'extension du campus

11 Portugal

Loan size: €30 million
Borrower: Municipality of Lisbon
Aim: To finance health/COVID-19 expenditure (approved by written procedure)
Montant du prêt : 30 millions d'euros
Emprunteur : Municipalité de Lisbonne
Objectif : Financer les dépenses de santé/ COVID-19 (approuvé par procédure écrite)

12 Romania / Roumanie

Loan size: €216 million
Borrower: Government
Aim: To finance the rehabilitation of historical monuments and cultural buildings
Montant du prêt : 216 millions d'euros
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : Financer la réhabilitation de monuments historiques et de bâtiments culturels.

13 Slovak Republic / République slovaque

Loan size: €40 million
Borrower: Žilina self-governing region
Aim: To bridge finance future EU-funded investments in a range of sectors, including transport and education

Loan size: €30 million
Borrower: Trnava self-governing region
Aim: To finance transportation and education infrastructure
Montant du prêt : 40 millions d'euros
Emprunteur : Région autonome de Žilina
Objectif : Assurer le financement relais de futurs investissements financés par l'UE dans une série de secteurs, dont les transports et l'éducation.
Montant du prêt : 30 millions d'euros
Emprunteur : Région autonome de Trnava
Objectif : Financer des infrastructures de transport et d'éducation

Derniers prêts approuvés par la CEB

2 Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine

Loan size: €4 million
Borrower: Partner Microcredit Foundation
Aim: To finance energy efficiency improvements for homes and MSMEs
Montant du prêt : 4 millions d'euros
Emprunteur : Partner Microcredit Foundation
Objectif : Financer l'amélioration de l'efficacité énergétique des habitations et des TPE-PME.

3 Germany / Allemagne

Loan size: €140 million
Borrower: Investitionsbank des Landes Brandenburg (ILB)
Aim: To support the national COVID-19 vaccination strategy
Montant du prêt : 140 millions d'euros
Emprunteur : Investitionsbank des Landes Brandenburg (ILB)
Objectif : Soutenir la stratégie nationale de vaccination contre le COVID-19.

4 Spain / Espagne

Loan size: €200 million
Borrower: Comunidad de Madrid
Aim: To fund medical supplies and support the region's response to COVID-19 pandemic
Montant du prêt : 200 millions d'euros
Emprunteur : Comunidad de Madrid Comunidad de Madrid
Objectif : Financer des fournitures médicales et soutenir la réponse de la région face à la pandémie de COVID-19.

6 Hungary / Hongrie

Loan size: €152 million
Borrower: Government
Aim: To fund medical supplies and support the country's response to COVID-19 pandemic
Montant du prêt : 152 millions d'euros
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : Financer des fournitures médicales et soutenir la réponse du pays face à la pandémie de COVID-19

